

L'Initiative pour la santé et l'alimentation des enfants

Résumé

Nourrir les enfants, changer le monde

Proposition visant à mettre des aliments sains à la disposition de tous les enfants du Canada

Olivia Chow, députée

Le moment est venu pour le Canada de faire preuve de leadership en matière de santé des enfants en instaurant une initiative pratique, à savoir l'Initiative pour la santé et l'alimentation des enfants. Une bonne alimentation est essentielle à la santé des enfants; tant la sous-alimentation que l'obésité entraînent des coûts importants pour les familles et la société. À un coût relativement modeste pour le gouvernement, nous avons la possibilité d'instaurer de saines habitudes alimentaires qui permettront de réduire considérablement le fardeau à long terme que comporte une mauvaise alimentation pendant l'enfance pour le système de santé et l'économie.

Dans un premier temps, l'Initiative prévoit des programmes universels d'aliments nutritifs visant à offrir des petits déjeuners, des collations ou des déjeuners à tous les enfants canadiens de moins de 18 ans dans les endroits que les collectivités jugent les mieux appropriés. Ces programmes seraient fondés sur un modèle canadien de développement communautaire souple misant sur les connaissances, les programmes et les infrastructures des organisations et des groupes de parents de la localité.

Les programmes seraient élaborés et administrés à l'échelon local par les parents, les éducateurs, les services de santé publique et les administrations locales de manière à répondre aux besoins des enfants et des familles de l'endroit. Le financement fédéral servirait à développer les programmes déjà en place et à déployer des efforts en ce sens dans les provinces et les territoires où des programmes indépendants n'ont pas été instaurés. Le gouvernement fédéral devra élaborer des normes nationales en matière d'aliments sains, axées sur la sensibilisation à la nutrition, l'acquisition de compétences relatives à la préparation des aliments et à la croissance des enfants, et l'inclusion d'aliments locaux produits de façon durable. La surveillance à long terme, l'évaluation et l'application des normes seront aussi essentielles.

Dans un deuxième temps, l'Initiative prévoit l'adoption de moyens novateurs visant à protéger les enfants contre la publicité manipulatrice qui encourage les mauvaises habitudes et s'inspirant des meilleures pratiques d'autres gouvernements, par exemple celui du Québec où les messages publicitaires s'adressant aux enfants de moins de 13 ans sont interdits en vertu de la Loi sur la protection du consommateur depuis 1980.

Pourquoi des mesures doivent-elles être prises dès maintenant?

De 1979 à 2004, le surpoids et l'obésité ont doublé chez les jeunes de six à dix-sept ans et le taux d'obésité a triplé chez les adolescents canadiens. Le régime alimentaire de nombreux enfants est pauvre et des problèmes liés à l'alimentation tels que l'obésité, le diabète de type 2, l'hypertension et l'hypercholestérolémie touchent de plus en plus d'enfants au Canada. La mauvaise alimentation a été liée à un faible rendement scolaire, à des problèmes de comportement en classe, à une faible estime de soi et à des risques pour la santé à long terme. Plus de sept enfants sur dix consomment moins que le nombre minimal de cinq portions de fruits et légumes par jour recommandé par le Guide alimentaire canadien. Le quart des élèves de quatrième année et près de la moitié des filles de huitième année ne prennent pas de petit déjeuner tous les jours. Santé Canada estime que les cas de maladie cardiovasculaire, de diabète et de certains cancers causés par l'alimentation nécessitent des soins de santé et entraînent une perte de productivité qui coûtent à l'économie canadienne 6,6 milliards de dollars par année.

Le Canada est l'un des rares pays développés n'ayant pas de programme alimentaire pour enfants financé par l'État. Des programmes alimentaires pour enfants existent déjà dans de nombreuses régions du pays, mais les enfants canadiens n'y ont pas tous accès et la poursuite des efforts à cet égard est toujours tributaire du financement et des bénévoles. Des changements radicaux sur ce plan ont été apportés récemment dans d'autres pays. Le gouvernement de Grande-Bretagne réserve notamment un montant supplémentaire de 240 M£ (520 M\$CAN) pour financer l'utilisation d'aliments sains pour les repas dans les écoles.

Sommaire des coûts

Pour que l'initiative réussisse, il faudrait que le fédéral contribue pour à peu près 250 millions de dollars pour la première année, avec des augmentations progressives sur les prochains cinq ans. Au départ, le financement permettra d'assumer 30 % des frais de repas, qui se situent d'après les estimations entre 1 et 2 \$ par jour par enfant, selon le prix régional des produits alimentaires, le bénévolat offert, la contribution des parents, le financement local, les dons de charité et la disponibilité d'installations pour cuisiner.